

La lutte des Mineurs pour la semaine de 40 heures
et l'abaissement de l'âge de la pension

La lutte n'est pas finie Elle ne fait que commencer !

Au lendemain de la mémorable grève des 500.000, lorsque la classe ouvrière, sur la base des promesses trompeuses des chefs réformistes et staliniens, repris à un rythme de plus en plus accéléré le chemin des usines et des charbonnages, nous disions aux travailleurs de la mine qui étaient restés les derniers dans la bagarre : «**Mineurs, vous êtes rentrés mais la lutte continue. Les réformes que l'on prétend vous accorder sont en réalité des boîtes vides dont on vous fait valoir les formes harmonieuses, mais vous ne tarderez pas à voir que l'on vous a trompés à nouveau et qu'on a, en réalité, opéré une vaste manœuvre contournante dans le but de vous faire abandonner la lutte. La réalité, avant peu, vous forcera à vous battre à nouveau.**»

Nous avons raison. La grève de juin 36 n'est, en réalité, pas encore terminée. Elle a, certes, perdu son ampleur magnifique qui fit si fortement trembler nos braves capitalistes. Mais elle se poursuit, tantôt en ordre dispersé, tantôt en des mouvements plus larges et marquant un crescendo qui, du point de vue révolutionnaire, est des plus réjouissants, car il prépare et annonce une prochaine poussée de masses de plus en plus larges qui sentent, de mieux en mieux, qu'elles ne doivent avoir confiance qu'en leurs propres forces.

La grève de juin, disions-nous, se poursuit. La preuve en est que le prolétariat des mines, tout particulièrement, continue à se battre pour des objectifs que les réformistes embourgeoisés et les fidèles suiveurs de Staline prétendaient atteints : salaires conséquents, congés payés et 40 heures.

Or, telles sont encore, aujourd'hui, les revendications des esclaves de la houille.

Au lendemain de la liquidation criminelle de la grève générale, des puits partaient séparément en grève sur la question des congés payés. Quelque temps après, une poussée assez conséquente s'effectuait pour le relèvement des salaires; l'augmentation obtenue en juin étant rendue inopérante de par la hausse éfrénée du coût de la vie et le minimum obtenu il y a 7 ou 8 mois étant devenu, dans bien des cas, un maximum.

Dernièrement, c'était la question de la semaine des 40 heures, sans diminution des salaires, qui jetait à nouveau des milliers de travailleurs dans la bataille. A cette revendication, ils en ajoutaient une autre (malgré toutes les manœuvres des dirigeants syndicaux) non moins importante : **l'abaissement de l'âge de la pension de 60 à 55 ans pour les ouvriers de la surface et de 55 à 50 ans pour les ouvriers du fond.**

Le lundi 18 janvier, des milliers de mineurs abandonnaient le travail, immobilisant de nombreux puits à travers le pays. Des milliers de mineurs engageaient la bataille, et pourtant, en avaient-ils fait des efforts, les freineurs patentés que les ouvriers paient cependant pour les défendre et non pour les poignarder !

N'a-t-on pas vu Delattre, ministre du Travail, ancien secrétaire de l'Internationale et de la Centrale des mineurs, que certains avaient déjà baptisé «le père des 40 heures» (trop pressés vraiment!) déclarer que : «l'application immédiate de la semaine des 40 h. entraînerait une pénurie de combustibles qui amènerait la perturbation dans les autres industries et occasionnerait du chômage en plus, notamment dans la métallurgie».

Comme si ce farceur et ceux qui l'entourent ne savaient pas que la promesse des 40 heures n'a pas été faite aux mineurs seuls mais à tout le prolétariat.

N'a-t-on pas vu les dirigeants de la Centrale déclarer que les mineurs avaient satisfaction et que, par conséquent, ceux qui faisaient grève étaient des indisciplinés et que leur mouvement était sans objet ?



Sans objet? On accordait royalement la semaine de 45 h. pour ceux du fond, tout en admettant des principes de dérogations qui semblent devoir être un «système».

Que représentent en fait les 45 h.?

Lorsqu'il fut question de ce que la direction nationale des mineurs réclamait les 45 h, en ramenant la journée de travail à 7 h. ½, un mineur nous disait logiquement ceci : «Ramener la journée de travail à 7 h. ½? Mais l'ouvrier n'y gagnerait rien du tout. On nous fera courir un peu plus vite le matin, on nous fera mettre les bouchées triples, on nous tiendra à front de taille jusqu'à la dernière minute. Avant de pouvoir «prendre fait», on nous rudoiera un peu plus sur le lieu de notre travail et le patron y retrouvera son compte». Un autre disait : «Au lieu de nous donner la cage de remonte à l'heure, on nous la donnera un quart d'heure plus tard». En effet, si les journaux annoncent l'entrée en vigueur de l'arrêté-royal concernant les 45 h. pour le lundi 2 février, le 29 janvier, au Levant du Flénu, un individu préposé au chronométrage estimait que les ouvriers pouvaient arriver à front de taille 15 minutes plus tôt qu'ils n'y parviennent actuellement. On frémit à ce que sera demain la vie du mineur lorsqu'on en connaît les conditions actuelles.

Et l'abaissement de l'âge de la pension, c'était une revendication en l'air sans doute? Quelqu'invention de fainéants qui rêvent de se reposer avant même d'avoir travaillé? Ceux qui connaissent ne serait-ce que par ouï-dire l'existence d'esclave qui est imposée aux mineurs, savent que cette revendication n'est que trop fondée. Le mineur est usé, fourbu avant l'âge. C'est un vieillard à l'âge où normalement il devrait être dans le plein épanouissement de ses forces. La rationalisation capitaliste, poussée de plus en plus intensément, si elle n'en fait pas des victimes du grisou ou d'un éboulement, les couchera dans la tombe après leur avoir fait cracher les poumons bien avant l'âge requis pour bénéficier du repos auquel leur travail exténuant leur donne droit.

Abaisser l'âge donnant droit à la pension? De cela, il n'est pas question pour ceux qui président aux destinées de la Centrale des mineurs. Mais, aux yeux de ces derniers, cela à son importance. Aussi avaient-ils, pour la plupart, adjoint cette revendication à celle de la semaine de 40 heures sans diminution du salaire.

Et c'est pourquoi, malgré les appels pathétiques et les trémolos de leurs dirigeants, nombre d'entre-eux décidèrent de se croiser les bras, le lundi 18 janvier.

Les bureaucrates syndicaux, comme il fallait s'y attendre, mirent tout en œuvre pour enrayer cette lutte qui, une fois de plus, se déclenchait envers et contre eux. Les délégués de puits se montrèrent les plus acharnés dans la besogne de liquidation de la grève.

Ah! oui, tous les obstacles imaginables furent dressés sur le chemin des vaillants lutteurs. Et, malgré tous les moyens employés, malgré toute la bassesse dont on fit preuve à leur égard, ils entrèrent en lutte. Nous rendons, ici, hommage à leur courage.

Le Parti Socialiste Révolutionnaire, auquel nous sommes fiers d'appartenir, fut le seul, parmi les partis existants (1), à soutenir les combattants et à les encourager dans leur lutte pour des revendications qui ne sont que trop justifiées et qui s'imposent.

Le fait que des milliers d'ouvriers, malgré toutes les forces dirigées contre eux, aient engagé le combat, nous renforce dans notre opinion qu'un réveil révolutionnaire s'opère dans les masses. Ce réveil, nous en sommes persuadés, ira s'accroissant au fur et à mesure que les exploités comprendront plus clairement que, tout d'abord, ils ne doivent compter que sur leurs propres forces dans leur lutte contre leurs exploités et, ensuite, que le régime actuel est définitivement condamné et qu'un effort puissant s'impose pour son renversement et l'avènement d'une société plus juste et mieux équilibrée, la société socialiste.

Ces choses, les événements que nous sommes appelés à vivre sous peu, les démontreront mieux que toutes les dissertations savantes.

Demain, entraînés par la force des choses, les mineurs, à nouveau, entreront en lutte. Qu'ils se souviennent alors qu'il est de leur intérêt et de leur devoir de prolétaires de regarder plus haut, toujours plus haut et de ne pas se laisser arrêter par les considérations d'hommes qui ont intérêt à ce que la société capitaliste subsiste et résiste aux assauts de la classe des opprimés.

Dès maintenant, nous leur disons :

**Courage, confiance en vous-mêmes !
Avec vous, P. S. R. et J. S. R. lutteront !
Ensemble nous combattons !
Ensemble nous vaincrons !**

Jules VOS.

(1) Staliniens et J. G. S., à la remorque des réformistes, réclamaient la **semaine de 45 h. sans dérogation** bien qu'il savaient parfaitement que les mineurs étaient partis en lutte pour les **40 heures.**

Pour recevoir régulièrement

chaque mois, votre revue

“**Révolution**”

abonnez-vous !

en versant la somme de 4,50 frs pour six mois

ou 9 frs pour douze numéros

au C. C. P. 3548.81 de A. Dewaet, à Gilly

Outre le service régulier assuré au lecteur, l'abonnement est un des meilleurs moyens d'aider l'administration de “REVOLUTION”.

Camarades, abonnez-vous, récoltez des abonnements !

